

Lure le 26 mars 2021

Des moyens pérennes pour notre santé et pour l'hôpital public Tirer les leçons de la pandémie

Cette pandémie - prévue par l'OMS, par toutes les instances internationales - a prouvé à quel point la domination des Big pharma, la marchandisation de la recherche, de la santé, de la perte d'autonomie, les coupes budgétaires permanentes, ont un coût astronomique, non seulement en souffrances et en nombre de morts évitables, mais également du point de vue économique et social.

Loin d'en tirer les leçons, le gouvernement s'obstine à poursuivre sa politique.

La France dispose d'un ratio de lits de soins critiques moitié de celui de l'Allemagne. Même la Cour des comptes appelle à accroître les capacités pérennes de réanimation.

Pourtant le gouvernement, qui par ailleurs distribue les milliards par dizaines au nom du « quoiqu'il en coûte », poursuit sa politique.

Dans toute la France les médecins, les personnels, nos collectifs, dénoncent la poursuite des fermetures, des mutualisations, des privatisations :

CH d'Aix-en-Provence 50 lits de chirurgie et 15 de rhumatologie, CHU de Reims 184 lits, CHU de Caen 299 lits d'hospitalisation conventionnelle (compensée par seulement 59 places d'hospitalisation de jour) ; Menaces sur la chirurgie à Dole ; CHU de Nancy 78 lits déjà été fermés ; Menace de transférer la chirurgie au privé à Fourmies ; même logique pour les urgences de Châtelleraut ; CHU de Tours fermeture de 360 lits ; en région parisienne fusion des 3 établissements hospitaliers (Juvisy, Longjumeau, Orsay), soit 600 lits d'hospitalisations en moins. Après la greffe hépatique l'AP/HP ferme la greffe cardiaque à Mondor, confirme la fusion des hôpitaux Bichat (18^e arrondissement de Paris) et Beaujon (Clichy) dans un hôpital unique à St Ouen (93), fusion qui aboutira à la suppression de 400 lits. S'y ajoute la fermeture des 1000 lits de SLD à Emile Roux et dans toute l'AP-HP ; au CHU de Grenoble fermeture de 33 lits de Réa et 37 lits de soins critiques ; à l'hôpital Édouard Herriot de Lyon, 59 lits de chirurgie, 15 lits de gériatrie, 47 lits de médecine, soit 121 lits en tout fermés en 1 an. Au CHS Vinatier dans le Rhône 151 lits fermés,...

Quant aux luttes c'est partout, dans les secteurs du médical, du médicosocial, de la psychiatrie,...

Nous disons : PLUS JAMAIS CA, IL FAUT CHANGER IMMÉDIATEMENT DE POLITIQUE :

Instituer une véritable politique publique de la recherche et de la prévention

L'élaboration de vaccins en un temps record montre les possibilités immenses de la science. Il faut donner les moyens à la recherche publique.

Nous exigeons que l'accès mondial au vaccin soit rendu possible rapidement par la levée des brevets et la réquisition des entreprises capables de les produire.

Mettre réellement fin au numerus clausus, former les personnels nécessaires

Selon les syndicats et les comparaisons internationales il manque au total des centaines de milliers de médecins, d'infirmiers, de personnels, pour la médecine de ville, l'hôpital, les EHPAD, l'aide à la perte d'autonomie à domicile. Il faut former le nombre d'étudiants nécessaire, rémunérer les personnels selon leur qualification.

Donner les moyens nécessaires à l'hôpital public victime des réformes, des coupes budgétaires

Les réformes – que nous avons combattues – destinées à faire des économies, à favoriser le privé, se sont accumulées et se poursuivent : fermetures de lits, mutualisations, externalisations, GHT,...

L'hôpital public a montré ses carences malgré le dévouement des personnels qui ont dû s'affranchir largement de la tutelle hiérarchique de « l'hôpital – entreprise » pour sauver un maximum de patients.

Il faut stopper les fermetures, rouvrir les lits, les hôpitaux et maternités, lorsque c'est nécessaire, ouvrir des centres de santé dans toute la France, avec tous les personnels nécessaires.

Ouvrir des EHPAD publics avec le personnel nécessaire.

Le manque de personnel et de moyens dans les EHPAD – y compris les EHPAD privés aux tarifs exorbitants - s'est traduit en souffrances et une mortalité épouvantable. Pour avoir le même ratio que l'Allemagne il faut 200 000 embauches.

Le gouvernement doit cesser son approche sécuritaire et non médicale de la psychiatrie.

La psychiatrie doit avoir les moyens nécessaires avec les personnels ayant la formation et les missions adaptées.

Dégager les moyens financiers nécessaires au lieu de menacer de décennies d'austérité dans la Sécurité sociale et les services publics

Les déclarations des ministres de l'économie et de la fonction publique appellent à rééquilibrer les budgets, rembourser la dette Covid sur les 10 ou 20 prochaines années. **Ce n'est pas à la Sécurité sociale de rembourser la crise des subprimes et la crise Covid.**

7 avril, journée mondiale de la santé

Les mêmes politiques mettent en cause la santé ailleurs en Europe et dans le monde !

Avec le Réseau européen contre la commercialisation de la santé et la protection sociale et des dizaines d'organisations en France, la Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité appelle à faire signer massivement l'Initiative Citoyenne Européenne « Pas de profit sur la pandémie »

Avec les personnels de santé elle appelle à la mobilisation pour des moyens pour la santé, une mobilisation qui sera poursuivie le 8 avril dans le secteur médico-social.



COORDINATION NATIONALE
des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité
(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02